

CONSEJO PERMANENTE



OEA/Ser.G
CP/ACTA 1376/03
24 julio 2003

ACTA
DE LA SESIÓN PROTOCOLAR
CELEBRADA
EL 24 DE JULIO DE 2003

Para conmemorar el natalicio del
Libertador Simón Bolívar

ÍNDICE

	<u>Página</u>
Nómina de los Representantes que asistieron a la sesión.....	1
Palabras del Presidente del Consejo Permanente	2
Palabras del Representante de Venezuela.....	5
Palabras del Representante de los Estados Unidos.....	13

CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

ACTA DE LA SESIÓN PROTOCOLAR CELEBRADA EL 24 DE JULIO DE 2003

En la ciudad de Washington, a las diez y cuarto del jueves 24 de julio de 2003, celebró sesión protocolar el Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos. Presidió la sesión el Embajador Raymond Valcin, Representante Permanente de Haití y Presidente del Consejo Permanente. Asistieron los siguientes miembros:

Embajador Denis G. Antoine, Representante Permanente de Grenada
Embajadora Margarita Escobar, Representante Permanente de El Salvador
Embajador Esteban Tomic Errázuriz, Representante Permanente de Chile
Embajador Juan Enrique Fischer, Representante Permanente del Uruguay
Embajadora Lisa Shoman, Representante Permanente de Belice
Embajador Michael I. King, Representante Permanente de Barbados
Embajador Miguel Ruíz Cabañas, Representante Permanente de México
Embajador Roger F. Noriega, Representante Permanente de los Estados Unidos
Embajador Luis Enrique Chase Plate, Representante Permanente del Paraguay
Embajadora Marina Annette Valère, Representante Permanente de Trinidad y Tobago
Embajador Víctor Hugo Godoy Morales, Representante Permanente de Guatemala
Embajador Marcelo Hervas, Representante Permanente del Ecuador
Embajadora Carmen Marina Gutiérrez Salazar, Representante Permanente de Nicaragua
Embajadora Sofía Leonor Sánchez Baret, Representante Permanente de la República Dominicana
Embajadora María Tamayo, Representante Permanente de Bolivia
Embajador Nelson Pineda, Representante Interino de Venezuela
Consejera Gwyneth A. Kutz, Representante Interina del Canadá
Embajador Mauricio Aguilar Robles, Representante Interino de Honduras
Consejera Jasmine E. Huggins, Representante Alterna de Saint Kitts y Nevis
Embajador Luis Guardia Mora, Representante Alterno de Costa Rica
Primera Secretaria Deborah Yaw, Representante Alterna de Guyana
Primera Secretaria Yasmin Solitahe Odlum, Representante Alterna de Santa Lucía
Ministro Antonio García Revilla, Representante Alterno del Perú
Ministro Consejero Dwight Fitzgerald Bramble, Representante Alterno de
San Vicente y las Granadinas
Primera Secretaria Ann-Marie Layne Campbell, Representante Alterna de Antigua y Barbuda
Ministra Silvia María Meregá, Representante Alterna de la Argentina
Ministra Delrose E. Montague, Representante Alterna de Jamaica
Segunda Secretaria Betty Greenslade, Representante Alterna de las Bahamas
Embajador Ricardo González de Mena, Representante Alterno de Panamá
Segundo Secretario Paulo Eduardo de Azevedo Ribeiro, Representante Alterno del Brasil
Ministra María Clara Isaza Merchán, Representante Alterna de Colombia

También estuvieron presentes el Secretario General de la Organización, doctor César Gaviria, y el Secretario General Adjunto, Embajador Luigi R. Einaudi, Secretario del Consejo Permanente.

El PRESIDENTE: Je déclare ouverte la présente séance protocolaire du Conseil permanent, convoquée pour commémorer un nouvel anniversaire de naissance du Libérateur Simon Bolivar.

PALABRAS DEL PRESIDENTE DEL CONSEJO PERMANENTE

Monsieur le Secrétaire général, Dr César Gaviria ; Monsieur le Secrétaire général adjoint, Son Excellence l'Ambassadeur Luigi Einaudi ; excellences ; Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, représentants permanents et observateurs permanents ; Mesdames et Messieurs,

La cérémonie protocolaire d'aujourd'hui s'inscrit dans le cadre de la décision, adoptée par le Conseil permanent le 21 mai 1986, de rendre hommage chaque année à Simon Bolivar en commémorant l'anniversaire de sa naissance. La tenue d'une telle activité s'avère tout à fait opportune. Elle renforce, en effet, notre attachement aux valeurs de liberté, de démocratie, de paix et de justice. Elle permet, par ailleurs, de réaffirmer notre engagement envers les principes de l'union des nations, de leur intégration régionale et de leur cohabitation solidaire, principes qui ont si profondément marqué la pensée de cette personnalité transcendante et, en même temps, possèdent une place centrale dans l'agenda hémisphérique.

Il est tout à fait exceptionnel que Bolivar, au cours d'une vie publique très brève, échelonnée sur seulement une vingtaine d'années, ait pu fournir une contribution si diversifiée et si durable dans le façonnement et la configuration des sociétés du continent. L'infinie richesse de sa pensée en fait une source inépuisable d'inspiration et révèle d'année en année le caractère avant-gardiste de ses idées qui, pour la plupart, ont conservé une vivante actualité. De ce point de vue, la vie et l'œuvre de cet illustre produit du continent constituent pour nous une interpellation et une inspiration constantes.

On peut aisément retrouver plusieurs expressions de ses idées transformatrices dans la plupart des démarches, initiatives et instruments orientés vers l'affirmation, la promotion et la défense des nations de l'hémisphère. Il est tout à fait réjouissant qu'il en soit ainsi, car en cette période de la vie de notre Organisation si fébrilement marquée par l'universalisation du discours démocratique, il nous est impératif d'œuvrer à l'édification d'un *leadership* de type nouveau et à l'émergence d'un État vertueux, affranchi des avatars de l'autoritarisme, de la corruption, de l'intolérance et autres maux qui affligent si cruellement nos sociétés.

Ici même, du haut de cette tribune, un éminent homme politique du continent nous encourageait récemment à entreprendre la colossale mais indispensable tâche de réinvention de l'État et du citoyen, dans le cadre d'un programme d'amélioration de la gouvernance découlant des orientations et mandats énoncés par notre Organisation lors de sa trente-troisième Assemblée générale, récemment au Chili.

Je propose, pour ma part, de regarder de tels objectifs à travers le prisme bolivarien. En premier lieu, soulignons que le Libérateur a constamment privilégié le suffrage comme modalité de sélection et de renouvellement du personnel politique. D'après Bolivar, le système électoral représente la fondation du pouvoir politique et la source de sa légitimité. C'est sur la base de ces convictions que, devant l'Assemblée constituante de la Bolivie, il a explicité le rôle qu'il attribuait au suffrage en soumettant à l'idée – audacieuse pour l'époque – d'un pouvoir électoral.

L'attachement à ce principe revêt une signification particulièrement profonde en se rappelant que, selon les normes en vigueur à l'époque de Bolivar, des méthodes violentes d'accès au pouvoir, tels que les coups d'état, de même que les procédés arbitraires d'exercice de l'autorité gouvernementale constituaient des standards de normalité politique. Bolivar affichait ainsi une avance extraordinaire sur son temps. À cette époque, en effet, la très vaste majorité des dirigeants de notre continent reconnaissait et pratiquait la suprématie du pouvoir militaire ou partageait une conception de la légitimité établie sur des prétentions dynastiques.

À l'opposé, Simon Bolivar a su toujours conserver une lucidité exemplaire face aux multiples offres et propositions l'invitant à s'ériger en autocrate et à instaurer un régime monarchique. Une telle approche le conduisant tout naturellement à préconiser une structuration de l'autorité étatique autour de deux pôles fondamentaux, en l'occurrence une sobriété de la part des citoyens dans la formulation de leurs demandes légitimes et une limitation des responsables gouvernementaux dans l'utilisation de la puissance publique. C'est dire, en quelque sorte, que ce volet inhérent à l'élaboration du programme d'amélioration de la gouvernance démocratique se trouvait déjà en filigrane dans la pensée de Bolivar.

Le monde entier demeure encore fasciné – je dirai même médusé – par l'envergure de l'engagement de cet homme d'État capable d'affirmer son autorité, le cas échéant, avec vigueur et rigueur. La multitude des points de vue exprimés par Simon Bolivar constitue un cadre auquel on se réfère de façon extraordinaire et un cadre qui contribue aussi à la santé des démocraties d'aujourd'hui.

Il a pratiqué remarquablement le culte de la modestie dont il a lumineusement mis en valeur la noblesse affirmative. Même au faite de sa gloire, il s'est invariablement évertué à répondre à ses thuriféraires que « le titre de libérateur est supérieur à tous les autres que la vanité humaine peut recevoir. » Cette vision de l'autorité et de son exercice constitue une référence stimulante pour l'affirmation et la consolidation du *leadership* démocratique dans l'hémisphère. À une époque où nos sociétés font face aux menaces et défis posés par le crime et la corruption, ainsi que leur internationalisation, la proposition de Bolivar quant à la nécessité de renforcer l'édifice politique par la mise sur pied d'un pouvoir moral conserve toute sa pertinence. Il a, durant toute sa vie, montré compassion et magnanimité en se gardant de sombrer dans les extravagances si communément associées à l'exercice du pouvoir qu'il a toujours pratiqué avec une infinie dignité et un rare sens de l'équité.

D'un autre côté, la séparation des pouvoirs a été l'un des piliers de sa philosophie politique, comme on peut le constater dans les deux projets de constitution qu'il a rédigés et qui reproduisent la configuration tripartite de l'organisation du pouvoir définie dans l'œuvre de Locke et de Montesquieu.

Par ailleurs, malgré ses talents impressionnants de stratège et sa puissance bien connue et si redoutée, il a montré un respect scrupuleux pour l'établissement d'une claire démarcation entre l'autorité civile et l'autorité militaire. Déjà, tout au début de sa vie publique, il soutenait que – et je cite – « je suis un soldat et mon devoir ne me dicte rien d'autre que l'obéissance aveugle au gouvernement. » Cette vision ne laisse aucun espace d'ambiguïté quant à la place de l'institution militaire dans l'architecture institutionnelle des sociétés démocratiques et constitue un procès sans appel du caudillisme dont a été si fortement imprégnée la culture politique sur le sous-continent.

Indiscutablement, à deux siècles d'intervalle, il s'agit d'une démarche annonciatrice de l'Engagement de Santiago en 1990 et de la Charte démocratique interaméricaine.

Bolívar ne s'est pas contenté d'énoncer les principes sur lesquels doit reposer l'ordre démocratique. Il a pratiqué de manière irréprochable les vertus inhérentes à ces principes. Chez lui, l'intégrité dans la gestion du bien commun est érigée en véritable sacerdoce, à un point tel que ce fils d'aristocrates doté d'une richesse considérable a utilisé toute sa fortune dans la croisade libératrice à laquelle il s'était dédié et a connu l'indigence moins d'un an après avoir renoncé volontairement au pouvoir.

L'œuvre de Bolívar trouve une brûlante actualité quand on la met en comparaison avec l'importance fondamentale attachée à l'éducation dans la démarche continentale contemporaine d'amélioration et de renforcement de la gouvernabilité.

Mesdames, Messieurs, c'est avec une fierté non dissimulée que je participe aujourd'hui à la tenue de cette session protocolaire qui m'offre une fois de plus l'occasion de souligner à grands traits la contribution de mon pays à l'entreprise émancipatrice réalisée sous l'égide du *Libertador*. En effet, le succès du modèle haïtien d'émancipation et du rejet de la domination n'a pas manqué d'inspirer les mouvements de libération à l'échelle du continent. La République d'Haïti avait, dès le début de sa constitution en entité étatique indépendante en 1804, montré un intérêt cardinal pour les initiatives et démarches visant à donner l'assaut aux citadelles du colonialisme esclavagiste qui régnait, à de rarissimes exceptions près, sur le continent américain à cette époque. Se plaçant ainsi à l'avant-garde des luttes pour l'émancipation, elle en est venue tout naturellement à faire de son territoire un haut lieu d'accueil et d'asile pour les combattants de la liberté de toutes provenances.

À cet égard, l'historien Paul Verna a écrit, et je cite en espagnol avec votre autorisation :

Haití iba a transformarse en el faro y la estrella de la libertad americana que alumbrará, abrigará y dirigirá a Puerto seguro a todos los grandes capitanes que, en el curso de sus luchas titánicas por emancipar a Hispano-América, erraban por los mares, en medio de tormentas y tempestades desencadenadas por las potentes olas de la reacción colonial.

Dans le contexte de la cérémonie d'aujourd'hui, il sied donc évidemment de rappeler la profondeur des liens de solidarité tissés entre le peuple haïtien et le peuple vénézuélien qui ont pratiqué une convivialité d'un exemplaire resplendissement quand le précurseur Francisco Miranda séjourna à Jacmel en 1806, dans le cadre de la préparation de son expédition militaire à la réalisation de laquelle la contribution généreuse du leader haïtien Jean-Jacques Dessalines s'est avéré décisive.

À son tour, Simon Bolívar bénéficia en deux occasions d'une assistance sans limite de la part du Président haïtien Alexandre Pétion, respectivement en 1815 et 1816. Dans une expression de gratitude, par une note datée du 8 février 1816, Bolívar écrivait à Pétion : « Je suis accablé du poids de vos bienfaits. »

Le Président d'Haïti pour sa part, reconnaissant l'importance de la cause émancipatrice du Libérateur, lui avait demandé seulement de l'étendre aussi aux esclaves noirs du continent. La solidarité exprimée par Alexandre Pétion à l'endroit de Simon Bolívar revêt la plénitude de sa

signification et de sa portée en rappelant l'adversité sans borne à laquelle était exposée la révolution haïtienne de la part des puissances colonialistes de l'époque qui voulaient la maintenir complètement isolée.

Au fond, l'aide de Pétion à son ami Bolivar s'inscrit dans la trame de leur adhésion commune à la nécessité de démanteler les besoins de l'arbitraire colonialiste. En même temps, le séjour de Bolivar en Haïti a certainement occasionné un mûrissement de la pensée du Libérateur qui embrassait depuis lors, de manière non équivoque et irréversible, les inébranlables orientations anti-esclavagistes et anti-racistes permettant de compléter l'ossature de sa vision sociale et, ainsi, de mériter de manière intégrale le titre de Libérateur.

La contribution de Pétion à Bolivar, par ailleurs, s'est révélée de grande importance au titre du poids de son coefficient personnel dans le règlement de conflits et rivalités de toutes sortes qui constituaient une lourde hypothèque pour le maintien de l'autorité du Libérateur sur ses troupes lors de leurs séjours en Haïti. Au cours de ces deux séjours de Bolivar dans notre pays, le leader haïtien, Alexandre Pétion, a dû intervenir personnellement à plus d'une reprise pour imposer son arbitrage en faveur de Simon Bolivar face à des troupes minées par le découragement et enclines à la rébellion ouverte après les revers cruels qu'elles avaient essuyées aux mains des forces royalistes espagnoles.

L'exemplarité active dont a bénéficié Bolivar est solidement ancrée dans la plus pure tradition d'humanisme que le monde de son époque était en mesure d'offrir avec les philosophes des lumières, les artisans de l'indépendance américaine et la révolution haïtienne. Elle recèle une noblesse stimulante et constitue un héritage précieux et irremplaçable pour les acteurs de la scène internationale. Plus que jamais, il importe en effet à notre continent de pratiquer une conception de la liberté éminemment axée sur l'impératif de convivialité et de partage. Il s'agit d'une expression transcendante de la culture démocratique que la communauté hémisphérique tient tant à cœur. En même temps, une telle perspective constitue un rempart sûr contre les adversités qui affligent si souvent nos sociétés.

On ne saurait assez insister sur la nécessité de continuer à approfondir la pensée de Bolivar qui, par son attachement à la défense unitaire de l'intérêt hémisphérique, pierre angulaire de sa doctrine, demeure la référence emblématique et la principale inspiration de notre système interaméricain. Il demeure l'incarnation étincelante des droits et aspirations des peuples hémisphériques dans la paix et l'unité. Merci.

PALABRAS DEL REPRESENTANTE DE VENEZUELA

El PRESIDENTE: Je voudrais maintenant accorder la parole au Représentant suppléant du Venezuela, l'Ambassadeur Nelson Pineda. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

El REPRESENTANTE INTERINO DE VENEZUELA: Gracias, señor Presidente, por las expresiones que usted nos ha señalado sobre el Libertador Simón Bolívar y su relación con la hermana República de Haití, precursora del movimiento emancipador latinoamericano y del cual nuestras naciones estarán en deuda eterna. Saludo al señor Secretario General, doctor César Gaviria; al Embajador Einaudi, Secretario General Adjunto; a los señores Representantes Permanentes y Alternos que en esta mañana participan en esta sesión del Consejo Permanente de la OEA.

Bolívar: el nuevo Quijote

–No me levantaré jamás de donde estoy, valeroso caballero, hasta que la vuestra cortesía me otorgue un don que pedirle quiero, el cual redundará en alabanza vuestra y en pro del género humano.

El ventero, que vio a su huésped a sus pies, y oyó semejantes razones, estaba confuso mirándole, sin saber qué hacer ni decirle, y porfiaba con él que se levantase, y jamás quiso hasta que le hubo de decir que le otorgaba el don que le pedía.

–No esperaba yo menos de la gran magnificencia vuestra, señor mío –respondió don Quijote–; y así, os digo que el don que os he pedido, y de vuestra liberalidad me ha sido otorgado, es que mañana, en aquel día, me habéis de armar caballero; y esta noche, en la capilla de este vuestro castillo, velaré las armas, y mañana, como tengo dicho, se cumplirá lo que tanto deseo, para poder, como se debe, ir por todas las cuatro partes del mundo buscando aventuras en pro de los menesterosos, como está a cargo de la caballería y de los caballeros andantes, como yo soy, cuyo deseo a semejantes hazañas es inclinado.

Así, de esa manera, hubo el Quijote de armarse Hidalgo Caballero.

Aventurero y soñador, terco e iconoclasta; pero profundamente humanitario. Su visión del mundo no se reducía a su comarca. Su causa era la causa de su pueblo. Ciento setenta y nueve años después, América, como heredera de aquella España, la de los hidalgos caballeros, vio nacer a un “nuevo Quijote”, Simón Bolívar.

Bolívar, Bolívar El Grande, el que a los tres años ve morir a su padre y a los nueve a su madre, el que se casa a los diecinueve años y a los ocho meses de casado ve morir a su esposa; Bolívar, Bolívar El Grande, el de los infortunios, recorre el mundo fraguando su niñez, adolescencia y juventud.

Trashumante, cual hidalgo aventurero de caballería, en su peregrinar se encontrará con dos de sus grandes maestros, don Andrés Bello y don Simón Rodríguez.

Juro delante de usted, juro por el Dios de mis padres, juro por ellos, juro por mi honor y juro por mi patria, que no daré descanso a mi brazo ni reposo a mi alma hasta que haya roto las cadenas que nos oprimen por voluntad del poder español.

Fue el 15 de agosto de 1805, delante de su maestro don Simón Rodríguez y de Fernando Toro, en Roma, cuando el “Quijote Americano” jura dedicarse a la causa de la independencia de Hispanoamérica, noble causa, la más noble que el ser humano pueda realizar: redimirle la libertad y la felicidad a sus congéneres. A partir de entonces, con solo veintidós años de edad, alzó velas y se lanzó al mar, con un solo rumbo, con un solo propósito: emancipar a América, construir la patria americana.

Cinco años después, diría:

Hoy es el natalicio de la revolución. Termina un año perdido en sueños de amor para el esclavo de Bonaparte. Que principie el año primero de la independencia y de la libertad. Confederación de Estados o Gobierno Central, una Asamblea o muchas, por todo podemos comenzar como comencemos: por la independencia.

Con estas palabras se inauguraba el Libertador Simón Bolívar como político. Pronunciadas con motivo del primer aniversario del 19 de abril de 1810 en su condición de miembro de la Sociedad Patriótica de Venezuela.

La reflexión histórica tiene sentido no porque nos permita regolfarnos en los hechos del pasado. Muy por el contrario, la importancia del conocimiento histórico reside, precisamente, en entender que el conocimiento de los hechos del pasado nos permite comprender el presente desde el presente.

Si en aquella oportunidad la causa fundamental de tal epopeya residía en alcanzar la libertad, de acceder a la posibilidad de erigirnos como naciones libres, autónomas, independientes, soberanas, el tiempo presente nos impone emprender una nueva lucha que nos lleve a derrotar la pobreza, la exclusión social, a redimir a los ciudadanos del Hemisferio su condición humana, que nos lleve a inundar nuestros pueblos de felicidad, de más y mejor democracia.

Es por ello que quiero en esta mañana exponer, con la venia de ustedes, algunas reflexiones en torno de la gobernabilidad democrática en las Américas.

En torno del concepto

Cuando hablamos de gobernabilidad nos colocamos frente a un concepto que, como tantos otros, ha sido adoptado por la ciencia social con la pretensión de adaptarlo a nuestra realidad. Como es sabido, el término gobernabilidad tiene sus orígenes en la teoría de la *governance* política, la cual advino al pensamiento político y, de manera más particular, a la administración pública, luego de la Segunda Guerra Mundial, formando parte de una propuesta más amplia. Se trataba de una formulación teórica producida en los países altamente industrializados, para recuperar sus niveles de crecimiento detenidos como consecuencia del conflicto bélico. Lo planteado era cómo devolverle al *welfare state* su funcionalidad.

La experiencia vivida nos dice que estos países, a través de la implementación práctica de dichas políticas, no lograron recuperar sus niveles de crecimiento, razón por la cual han tenido que recurrir a la formulación y readecuación de políticas internacionales que les permitan seguir descapitalizando a las economías periféricas y semiperiféricas. Ejemplo de ello vienen a ser la globalización económica y las políticas de ajuste macroeconómico impuestas a dichas formaciones sociales.

En nuestro hemisferio la gobernabilidad debe trascender la definición de teoría de la dirección; tiene que ser concebida en una mayor completitud, desde una perspectiva sistémica, ya que con ella debemos referirnos a los más diversos estamentos e instituciones que conforman nuestras formaciones sociales.

La América Latina que tenemos

A comienzos de la década de los años setenta la ciencia social latinoamericana nos introdujo en el estudio de la realidad de entonces a partir del concepto de la dependencia, categoría que ha sido el mayor aporte que nuestros científicos han legado al pensamiento universal. A partir de ella, nos fue posible entender que la manera como nuestros países se habían relacionado con el sistema capitalista internacional había determinado su subdesarrollo.

La tesis que la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL) había formulado para el desarrollo del área, basada en la industrialización sustitutiva de importaciones, mostraba pocos éxitos. Dicho modelo de “modernización” no había logrado satisfacer las expectativas generadas. Nuestra América no se desarrolló. Muy por el contrario, comenzaron a aparecer nuevas falencias estructurales que comprobaron la inviabilidad del programa de cambios propuestos.

Treinta años después, al igual que a comienzos de los años setenta, seguimos preguntándonos cuáles son las causas que determinan nuestro rezago con respecto a otras naciones. El por qué no nos hemos desarrollado resulta ser una pregunta sin respuesta precisa. La incertidumbre se ha apoderado de nuestra vida, generándonos un mayor grado de escepticismo; nuestra ciencia social es menos imaginativa y demuestra un mayor apego a las “categorías universales”.

Bernardo Klisberg, Asesor de la Presidencia del Banco Interamericano de Desarrollo (BID), en un seminario sobre Ética y Desarrollo realizado en esta ciudad de Washington en el año 2002, aportó los siguientes datos:

El 36% de los niños menores de dos años padecen de desnutrición. El 17% de los partos se hacen sin asistencia médica. La mortalidad materna quintuplica la de los países desarrollados. La desocupación juvenil duplica la general. Numerosas familias están siendo destruidas por la pobreza. La brecha de desigualdad es la mayor del planeta. El 5% más rico de la población tiene el 26% del ingreso nacional, y el 30% más pobre solo el 7.5%. La criminalidad asciende y está ligada a la desocupación juvenil y al deterioro de la familia.

Las anteriores revelaciones no hacen más que confirmar que el reto de este tiempo reside en encontrar la ruta que nos lleve a derrotar la pobreza. El mismo BID en su Informe Anual del año 2002 nos dice: “El debilitamiento del mercado en los últimos años ha tenido un efecto muy preocupante sobre las tendencias de la pobreza. Debe recordarse que durante la década de los noventa la incidencia de la pobreza se había reducido de 48,3% a 42% aproximadamente, y la de la pobreza extrema, de un 22,6% a 17,8%”.

Lo cierto hoy es que el Hemisferio se nos empobreció.

Una interrogante de este tiempo que no puede ser evadida es la de por qué estamos perdiendo la guerra contra el desempleo. Nuestra respuesta acusa a los sistemas económicos que se han adoptado, como la razón primera y fundamental de tal hecho. Se han adoptado economías monetaristas que entronizan el lucro antes que al ser humano; se ha querido implementar una “revolución industrial” utilizando una tecnología que es excesivamente excluidora; han sido

impuestas las políticas fondo-monetaristas, la globalización y el neoliberalismo. En fin, se nos ha obnubilado con un modelo de desarrollo que coloca a un lado lo social.

Por ello, la senda a seguir por nuestros países debe estar guiada hacia la búsqueda de una modernidad propia, que tenga presente al mercado como una realidad inocultable y fundamental para su estructuración y funcionamiento, pero que no se limite o reduzca a él, ya que este, por sí mismo, no garantiza el éxito del modelo.

La América Latina que queremos construir

La CEPAL nos ha dicho que para reducir la pobreza extrema a la mitad hacia el 2015, el producto total debería crecer 2,7% anual durante 15 años: 5,7% para los países con mayor pobreza, 2,7% para los países de niveles medios y 2,5% para aquellos países con menor pobreza. En cuanto a la reducción de la pobreza total a la mitad, meta en principio más acorde con el grado de desarrollo de la región, las posibilidades son prácticamente nulas para algunos de los países más pobres, puesto que requerirán alcanzar tasas de crecimiento que rebasan notablemente su desempeño histórico.

Un panorama como el planteado, con tantas incertidumbres, puede llevarnos a un mayor estado de escepticismo. Somos optimistas. El nuestro es un hemisferio joven, con grandes riquezas naturales, con grandes ventajas comparativas para relacionarse entre sí y con otras latitudes.

Pensar, pues, en el fraguado de una nueva modernidad para los países del Hemisferio supone definir con absoluta claridad quiénes deben ser los beneficiarios de la misma. Nos dice que debemos conocer lo que ha sido nuestro proceso sociohistórico, que tenemos que asumir un mayor compromiso con la democracia y con los proyectos nacionales, que debemos reconocer a la sociedad civil como una realidad insoslayable, que no podemos seguir teniendo Estados ineficaces e ineficientes. Pero, por sobre todo, tenemos que definir cómo vamos a construir una sociedad equitativa, en el más amplio sentido y acción.

Gobernabilidad y desarrollo

Pensar en el futuro de nuestro hemisferio no tiene espera, por lo que reabrir el debate sobre el desarrollo, bajo nuevas orientaciones, tiene la mayor pertinencia. Abordarlo desde una nueva y más completa perspectiva supone trascender todo reduccionismo y determinismo. El desarrollo ya no es solo el desarrollo económico. Una nueva manera de concebirlo nos conduce a hablar del desarrollo del hombre y la sociedad de manera integral.

Lograr el desarrollo humano debe ser el esfuerzo a llevar adelante por quienes tenemos la responsabilidad de dirigir las sociedades.

Edificar ese nuevo estadio supone instrumentar un proceso de transición en el cual se avance hacia la definición e implementación de los mecanismos del nuevo modelo. Ahora bien, esa transición no debe ser concebida como un momento, como un problema de tiempo.

A diferencia de décadas anteriores, lo planteado en este tiempo es el tránsito de una democracia con limitaciones, excluyente, que ha generado un Estado ineficaz e ineficiente, que no ha enfrentado a la pobreza y el hambre como problemas fundamentales, que se ha quedado anclado en la esfera de lo político, hacia la estructuración de un modelo democrático como forma de vida, de una nueva cultura. Lo planteado es, en definitiva, avanzar en una transición de una democracia con limitaciones, meramente representativa, a una democracia más plena, participativa. Tal como se afirma en la Carta Democrática Interamericana, donde se señala que "...el carácter participativo de la democracia en nuestros países en los diferentes ámbitos de la actividad pública contribuye a la consolidación de los valores democráticos y a la libertad y la solidaridad en el Hemisferio".

Una visión como la expuesta ubica a la transición como una categoría de análisis del futuro, por lo que para poder construir una nueva visión de futuro debemos entender que no es posible partir de verdades construidas con una ciencia omnipotente, inspirada en la fe del progreso infinito. Hay que tener muy presente que la sociedad ideal no es la que existe sino la que queremos construir, por lo que antes que la búsqueda del equilibrio, lo planteado es el cambio social. Es por ello que, cuando decimos que el reto que hoy tenemos es imaginar el fraguado de una modernidad propia, pensada, diseñada y construida desde América y por los americanos, afirmamos que lo que requerimos no son reformas sino cambios sociales.

La gobernabilidad democrática en las Américas

Gobernabilidad y democracia no son conceptos distintos. Ambos han generado en nuestro hemisferio, en la última década, un amplio debate. Si bien tampoco son sinónimos, sugerimos entender por gobernabilidad un concepto en función de la democracia, entendida esta no solo como un sistema político sino como una cultura.

La gobernabilidad democrática es un hecho de naturaleza problemática. La gobernabilidad no refiere únicamente al funcionamiento sincronizado de los poderes del Estado. Una visión reduccionista de la gobernabilidad la define como un hecho que tiene una dimensión básicamente administrativa, que expresa la capacidad de los actores políticos para garantizar la viabilidad de los procesos y decisiones gubernamentales, por lo que, no alcanzado ese objetivo, estaríamos en una situación de ingobernabilidad.

La democracia, a su vez, no refiere de manera exclusiva a la relación entre el individuo y el sistema político, materializada en el acto electoral, como ha sido presentada en muchos casos hasta el presente.

Si por gobernabilidad entendemos al proceso de construcción, administración y desarrollo de las distintas esferas, estructuras e instituciones públicas y privadas de una formación social determinada, debemos convenir en que la gobernabilidad es un proceso heterogéneo, complejo, diverso y problemático. Son precisamente estas cualidades las que le imprimen al concepto su dinamismo, lo constituyen en un concepto dialéctico.

Las sociedades son así, un estar siendo y un dejar de estar siendo permanentemente. Se construyen y se reconstruyen. El no entender esta dimensión dinámica de las formaciones sociales es lo que ha conducido a vivir la actual situación de crisis que tenemos.

Las afirmaciones anteriores cobran sentido si entendemos que la manera como ellas han funcionado ha estado determinada por el establecimiento de una conducta hegemónica del poder, que, a su vez, ha generado una ética social que podemos estudiarla a partir de la esencia de las relaciones del ciudadano, como ser social, y su inserción en los marcos de nuestras formaciones sociales, por lo que debemos entender la ética social como la relación práctico-normativa de la filosofía de la sociedad, ya que, en definitiva, la ética no es más que el intento racional de averiguar cómo vivir mejor.

Gobernabilidad democrática y crisis en el Hemisferio

Es por esta vía, no como un camino mecánico, que procuramos darle explicación a la crisis que viven los países del área. Cada uno a su manera, pero ninguno escapa a tal realidad, por lo que una visión ética de la crisis debe conducirnos a reflexionar acerca de las causas, a tomar conciencia de que ella no es producto de las circunstancias, a que tenemos que superar la tendencia natural de culpar de nuestros errores a otros.

De tal modo, pues, que hacernos de una conducta ética frente a la crisis significa formular un análisis que, partiendo de la comprensión de nuestra actual situación, nos permita establecer con precisión su génesis. Es por ello que nos resistimos a seguir explicándola solo a partir de razones económicas o políticas; no porque no sean importantes, solo que son insuficientes. En tal sentido, una visión diferente en el estudio de la crisis, una visión ética, debe conducirnos a reflexionar sobre los valores y normas que permitieron fraguar nuestro *ethos* cultural.

Se impone, por tanto, buscar soluciones prácticas a la crisis, para que partiendo de lo que sabemos que somos podamos transitar hacia lo que queremos ser. Pero ese tránsito requiere que se implementen políticas que hagan del americano un ser imaginativo y creador, trabajador y productivo, educado y capacitado, honesto y bondadoso. Requerimos de un liderazgo que contribuya a formar una conducta que haga ver que los beneficios colectivos deben ser prioritarios ante los individuales, que entienda que la riqueza de nuestras naciones y el funcionamiento del Estado deben ser colocados al servicio de las necesidades colectivas, de las mayorías; que los ciudadanos tienen sus deberes y derechos que no pueden ser conculcados por intereses bastardos, porque ello antes que contribuir al desarrollo de la dignidad humana constituye elementos persuasivos, conscientemente o no, hacia la pérdida de una profunda y arraigada convicción moral del ciudadano. Pero necesitamos también reconstruir, refundar, al Estado. Libertad, igualdad y dignidad humana deben dejar de ser simples palabras para convertirse en categorías que nos permitan elaborar un nuevo discurso que dé prioridad al ciudadano.

Los desafíos de la gobernabilidad democrática

Es en el marco de estas ideas que formulamos nuestra posición de avanzar en la construcción de una gobernabilidad democrática en las Américas, que entienda que una verdadera democracia política es aquella que permite el disenso, que la idea del otro, que la confrontación, que la oposición a las normas tradicionales, son parte de ella, son su esencia y su razón de ser.

Debemos avanzar en la construcción de una verdadera democracia económica. La riqueza de nuestras naciones debe tener una más equitativa distribución y redistribución. Pero, sobre todo, debemos entender que no lograremos edificar una verdadera gobernabilidad democrática mientras mantengamos las enormes desigualdades sociales que hoy tenemos.

A pesar de los problemas que tenemos, somos optimistas. Muy lejos estamos de aquellos que frente a la crisis asumen una posición apocalíptica. Hemos dicho que somos contrarios a una visión reduccionista y determinista de los conflictos sociales, por lo que la pobreza no la vemos solo como un problema social. Muy por el contrario, la pobreza es hoy un problema que trastoca los más diversos estamentos estructurales de la sociedad.

Nos ufamamos de que nuestros sistemas políticos son democráticos. Con tanta pobreza, con tantos excluidos, con tanto analfabetismo, con tantas enfermedades, con tantas y odiosas desigualdades, podemos señalar que vivimos en una democracia con grandes limitaciones.

En Venezuela y en la mayor parte de nuestros países en el pasado se experimentó con las más diversas reformas que se nos propusieron (e impusieron), pero no fue posible detener el deterioro de la nación. Los venezolanos nos convencimos de que lo planteado era construir un nuevo proyecto de país. La Constitución Bolivariana, aprobada por el 90% de los venezolanos mediante referéndum, constituye el cuerpo doctrinario que da sustento al ideal político, económico y social y al relacionamiento internacional de la patria que estamos construyendo.

Por proponernos redimirle al venezolano su condición humana, por querer construir una patria digna, que se respete a sí misma, por plantearnos derrotar la pobreza, la inequidad, las desigualdades, es que se han generado los conflictos vividos durante los dos últimos años. Con mucho respeto, pero con mucha firmeza, debo decir a ustedes que en este empeño no claudicaremos, que hacemos nuestras las palabras del Libertador Simón Bolívar cuando juró no dar descanso a su brazo ni reposo a su alma hasta no ver lograda la libertad e independencia de Venezuela. El pensamiento bolivariano es la sabia que nutre nuestra acción de gobierno, es el manantial en el cual bebemos para construir la nueva patria.

Los problemas que genera la pobreza son tan diversos que no enfrentarlos ahora puede conducirnos al derrumbe del sistema democrático. La lucha contra la pobreza es la lucha por la democracia. Distantes estamos de aquellos que consideran que la gobernabilidad democrática es el establecimiento de un sistema político sin desavenencias, sin conflictos.

Permítanme hacer una afirmación que puede lucir muy gruesa, pero de la cual estamos convencidos. El establecimiento de una verdadera gobernabilidad democrática en nuestro hemisferio no lo lograremos hasta que no derrotemos la pobreza. Nada, absolutamente nada, conspira más contra la democracia que la pobreza, la desigualdad y la exclusión social.

El malestar hacia la democracia que hoy se vive en todas nuestras naciones, sin excepción, tal vez en unas más que en otras, pero en todas las naciones miembros de este foro, está determinada por el crecimiento de las desigualdades.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, pour vos remarques et réflexions en cette date commémorative qui s'avère extrêmement importante pour toutes les Amériques.

PALABRAS DEL REPRESENTANTE DE LOS ESTADOS UNIDOS

El PRESIDENTE: C'est dans cette perspective que nous allons pouvoir compter avec la contribution annoncée par la Délégation des Etats-Unis dont le Représentant permanent, l'Ambassadeur Roger Noriega, va nous entretenir dans le cadre de cette cérémonie. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS: Thank you very much, Mr. Chairman.

When my delegation was asked to contribute to this meeting, we were not asked for wise counsel. Had I been given some notice on that score, I might very well have endeavored to produce some, but we do take advantage of this opportunity to add our voice to this act of homage to the Liberator Simón Bolívar.

There are many different ways to approach the historic figure of Simón Bolívar, to analyze his accomplishments, his vision, and his legacy. Those of us who have been at the Organization of American States for a good number of years have heard many insightful and inspiring presentations regarding the Liberator, including the evocative presentations that we've heard this morning. I don't dare to compete with these eloquent and profound tributes, but I will instead offer a wholly unique and, I dare say, authentic contribution to underscore the lasting legacy of Simón Bolívar.

I would like to invite you and the other members of this Council to join me in a rather figurative journey to different corners of my own country as a means of paying tribute to the memory of the Liberator. We would leave this hall named for Simón Bolívar and this city named for George Washington, our founding father, and head north to Allegany County in western New York State to the town of Bolivar, New York, population 1,261. Bolivar—how appropriate—was an early center of the petroleum industry in the eastern United States, with production in Bolivar's wells reaching some five million barrels of oil in 1885. The Pioneer Oil Museum is a top attraction in Bolivar, New York.

Our journey takes us westward to the town of Bolivar, Ohio. By the way, I'm sure that none of the residents of these communities pronounce it "Bolívar." As a matter of fact, I remember sitting with Attorney General John Ashcroft, who pointed out that there is a Bolivar, Missouri, and they pronounce it "Bol-var." But we wouldn't reach the town of Bolivar, Ohio, founded in 1825 along what was then the Ohio Canal, the main artery for shipping grain from surrounding farmlands to the growing urban areas of Cleveland and Pittsburg, before passing through Bolivar, Pennsylvania; population 544. Moving westward, we'd want to stop in the township of Bolivar, Indiana, in Benton County, Indiana.

We now move south, crossing the so-called Mason-Dixon Line that separates the North from the South in my country, into southwestern Tennessee. There, in 1823, a town was settled along the Hatchie River in a prime lumbering area. Two years later, the Tennessee Legislature voted to change

the name of the town to Bolivar in honor of the Liberator. Bolivar, Tennessee, is today the county seat of Hardeman County in the beautiful Tennessee Valley.

Some of the hardy residents of Bolivar, Tennessee, set off to settle new areas in the west and the south. In 1835, they founded the city of Bolivar, Missouri. The original name of the city had been Polk, but the Tennessee folks changed the name to Bolivar to honor the Venezuelan hero. Today, a statue of Simón Bolívar, in full military regalia and with a drawn sword at his side, stands proudly in the city's Newhert Park. The local Bolivar High School sports teams are appropriately nicknamed the Fighting Liberators.

The Tennessee Bolivarians also founded the town of Bolivar, Texas, in 1859. At one time, that town had nearly 40 oil wells pumping "black gold." Today, the town has 40 people. Texas gets the award for having two cities named after the Liberator—the aforementioned town and the city of Port Bolivar located in the Bolivar Peninsula, jutting out into the Gulf of Mexico near the city of Galveston. A marker dedicated to the memory of the hero of Boyacá graces the city of Port Bolivar. The beautiful 1873 lighthouse on Point Bolivar is a popular attraction.

Heading back eastward to the city named for our founding father, Washington, we pass through Bolivar, Louisiana, and then Bolivar, Mississippi, an agricultural city located in the lower Mississippi River Delta. Main crops include soybeans, grains, and cotton. Pressing onward, we pass through Bolivar, Alabama, founded in 1895.

We could head north again to Bolivar, Georgia, but instead we will continue eastward to Bolivar, West Virginia. In 1825, the residents of a sadly named place called Mudfort petitioned the Virginia Assembly—because West Virginia was not a separate state then—to be recognized as a town. They chose the name Bolivar in honor of the Great Liberator. Several battles were fought on Bolivar Heights above that city during the American Civil War.

Speaking of the Civil War, the annals of many campaigns contain the name of the Confederate General Simon Bolivar Buckner of Kentucky who, after the war, was elected governor of that state and later was a candidate for vice president of the United States.

From Bolivar, West Virginia, we return to Washington, D.C. Had we had more time, we would have climbed Mount Bolivar, a high point in the Rogue River Coast Range of Oregon, first surveyed by a gentleman named Simon Bolivar Cathcart. Or, had we served in the Navy from 1965 to 1994, we might have been assigned to duty on the submarine USS Simon Bolivar.

For my part, I am very satisfied with the fact that so many communities in the United States chose over the years to honor the legacy of Simón Bolívar by taking his name for their own—perhaps the highest tribute.

Mr. Chairman, while my presentation includes much trivia, my essential message is far from trivial because it is often said that great men earn their place in history. In the case of Simón Bolívar, he has earned many places. The courage, sacrifice, and patriotism of the Great Liberator clearly inspired many generations of my fellow citizens, just as his vision of the Americas united in liberty remains a guiding principle of our work here at the Organization of American States. The hero of

Venezuela and of the Bolivarian countries, in this regard, is truly a man of the Americas, a man for all of the Americas, and it is an honor today to pay tribute in this unique way to his legacy.

Thank you very much, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Merci, Monsieur l'Ambassadeur, pour cette contribution dont vous nous avez gratifiés.

Puisqu'il n'y a pas d'autres intervenants inscrits, la présidence renouvelle à l'Ambassadeur Nelson Pineda et à l'Ambassadeur Roger Noriega les remerciements du Conseil pour leurs allocutions respectives et aux distingués représentants pour leur présence et participation à cette séance protocolaire. Sur cette note, la séance est levée.

ISBN 0-8270-4580-8